



MEDIAPART

Proche et Moyen-Orient — Reportage

Dans un hôpital de Jérusalem, la vie suspendue des patients gazaouis

Mi-novembre, 96 patients palestiniens et leurs accompagnateurs, coincés à Jérusalem et Tel-Aviv depuis deux ans, sont retournés à Gaza de leur plein gré. Ceux qui restent se languissent des leurs mais savent qu'ils seraient déjà morts s'ils étaient restés dans l'enclave dévastée.

Clothilde Mraffko

5 décembre 2025 à 07h53

Jérusalem.— Le petit groupe de femmes bavarde sur un banc, à l'écart d'une aire de jeu pour enfants coincée entre la route et le béton, sur les hauteurs du mont des Oliviers, à Jérusalem. Leurs voix discrètes se répondent dans un débit rapide ; leur accent chantant tranche avec l'arabe hiérosolymite, plus lourd, que parlent les badauds autour.

Toutes sont originaires de Gaza ; elles sont venues se faire soigner ou accompagnent un enfant malade dans la ville sainte, loin de leur enclave ravagée par la guerre génocidaire qu'y mène Israël. L'aire de jeu est l'un des rares espaces de vie où elles s'aventurent. « *Sinon, on va de l'hôtel à l'hôpital. C'est tout* », résume Aya Kouheil.

Elle s'interrompt pour reprendre un paquet de chips des mains de sa fille et la pousse délicatement vers le toboggan : « *Va jouer ma chérie, mêle-toi aux petits de ton âge !* » Sally, 3 ans, fait semblant de se lever, puis revient s'asseoir. La fillette aux nattes blond foncé n'a pas l'habitude de se mêler aux autres gamins. « *J'ai essayé de l'inscrire au jardin d'enfants, qu'elle change un peu d'air, voie des enfants... Mais comme ses papiers indiquent qu'elle est de Gaza, c'est interdit par la loi* », explique sa mère, réajustant son fils dans la poussette.



La salle d'attente à l'entrée de l'hôpital luthérien Augusta Victoria, à Jérusalem, le 7 décembre 2023. © Photo Antoni Lallican / Hans Lucas via AFP

Israël a annexé illégalement les quartiers palestiniens de Jérusalem en 1980 ; seuls les Palestiniens et Palestiniennes résident·es de la ville ont le droit d'être scolarisé·es dans les établissements gérés par la municipalité. La présence d'Aya, de Sally et de son frère Mohammed à Jérusalem tient déjà presque du miracle. La mère de 29 ans a quitté Gaza le 29 mai 2024. « *Nous avons vécu la guerre là-bas pendant pratiquement huit mois* », dit-elle.

Son fils aîné, Nabil, 5 ans, souffrait d'une leucémie. Alors qu'elle venait d'obtenir l'autorisation de sortir de Gaza avec ses enfants, Israël, au début mai 2024, s'est emparé du point de passage vers l'Égypte, à Rafah, tout au sud. Il a alors été question de les évacuer vers la Jordanie ; puis, à travers l'entremise d'une organisation états-unienne, la famille a fini par être accueillie à Jérusalem. C'est une exception : ici, tous·tes les autres patients et patientes gazaoui·es et leurs accompagnateurs étaient déjà hors de Gaza avant le 7-October.

Retours volontaires

Le 30 mai 2024, un jour après leur arrivée, Nabil est mort à l'hôpital. Le lendemain, Aya, enceinte de vingt-trois semaines, a accouché : son nourrisson, Mohammed, pesait 620 grammes. « *Il est resté quatre mois dans la pouponnière de l'hôpital [luthérien] Augusta-Victoria* » de

Jérusalem, précise sa mère en lui caressant les cheveux. Son fils babille joyeusement. Ses fonctions cognitives n'ont pas été altérées. En revanche, à 1 an et demi, il ne marche pas encore. Il doit suivre des séances de kinésithérapie ; ce suivi médical permet à la famille de justifier de rester à Jérusalem.

Le 17 novembre, 96 patient·es ou accompagnateurs et accompagnatrices de malades ont été renvoyé·es à Gaza – tous et toutes étaient volontaires. « *Jusqu'au moment de l'arrivée des bus, j'avais les mains serrées tout contre mon cœur, pleine d'angoisse, grimace Aya, mimant la scène, le paquet de chips plaqué contre la poitrine. Mais Dieu soit loué, mes enfants et moi avons pu rester.* » Elle est toujours en contact avec certaines qui sont rentrées : elles lui ont dit que la réalité des destructions à Gaza dépassait de loin tout ce que les images qui inondent leurs réseaux sociaux avaient pu leur laisser imaginer.

Le mari d'Aya est le seul qui est resté dans l'enfer de Gaza. Il vit sous une tente ; une bombe a réduit leur immeuble familial de six étages, à Gaza-ville, en un tas de gravats, tuant sa sœur, un de ses frères et leurs familles, vingt-cinq personnes emportées d'un coup. L'étau s'est un peu desserré depuis le cessez-le-feu en trompe-l'œil entré en vigueur le 10 octobre.

« Je suis sortie de la salle d'opération, je me suis réveillée, c'était la guerre. »

Amna Lajel, arrivée à Jérusalem le 4 octobre 2023

Aya dort à nouveau la nuit, n'a plus peur de l'avalanche « *de messages annonçant la mort d'untel ou untel* » en allumant son téléphone le matin. Malgré tout, plus de 360 Palestinien·nes ont été tué·es, ainsi que trois soldats israéliens. Le 3 décembre, l'armée a visé des tentes à Al-Mawasi, dans le sud, tuant six personnes dont deux enfants – les militaires disent qu'ils ciblaient un combattant du Hamas.

À côté d'Aya, Amna Lajel a mal vécu, elle, le départ d'une partie des malades. « *J'étais déprimée, on s'était habitués les uns aux autres* », lâche-t-elle, rajustant son voile bleu nuit à la broderie assortie à celle qui orne les épaules de sa longue robe. Cette mère au foyer de 38 ans les envoyait aussi : elle a laissé à Gaza ses quatre enfants, âgés de 6 à 13 ans, ainsi que son mari. « *Je ne suis pas tranquille, je parle avec eux tous les jours* », ajoute-t-elle d'une petite

voix, une expression triste traversant son visage rond.



Venu de Jérusalem, un bus transportant des patientes palestinien·nes arrive à l'hôpital Nasser de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, le 17 novembre 2025. © Photo Haitham Imad / Efe / Newscom / MaxPPP

La Palestinienne n'a pas de date de retour. Elle est arrivée le 4 octobre 2023, pour soigner un cancer du sein. « *Je suis sortie de la salle d'opération, je me suis réveillée, c'était la guerre* », dit-elle en pétrissant ses petites mains l'une contre l'autre. Si elle était restée, elle serait probablement morte.

À Gaza, le système de santé s'est effondré du fait du siège et des attaques systématiques d'Israël contre les hôpitaux et le personnel soignant. À Jérusalem, Amna a fini sa chimiothérapie mais suit encore un traitement hormonal. Même ses enfants le lui répètent à contrecœur : il lui faut attendre avant les retrouvailles.

Évacuations médicales

Le docteur Fadi Atrash arrive un peu essoufflé, les traits tirés, dans son bureau à l'étage de l'hôpital Augusta-Victoria. Au mur est accrochée une photo de lui avec Joe Biden, l'ancien président des États-Unis.

« *Au début du cessez-le-feu, des familles sont venues me voir : la plupart voulaient rentrer*, précise le directeur de l'hôpital, en rajustant sa veste pied-de-poule. *Nos équipes les ont accompagnées jusqu'au point de passage de Karam Abou Salem [Kerem Shalom en hébreu – ndlr] où elles ont été prises en charge par l'Organisation mondiale de la santé. Seuls trois des patients qui avaient fini le traitement ont refusé de partir. Personne n'a été forcé : [les autorités israéliennes] savaient que sinon, ça finirait devant la Cour suprême [israélienne].* »

« La coordination du retour dans la bande de Gaza des résidents ayant reçu des soins médicaux en Israël n'a été effectuée qu'après avoir obtenu le consentement éclairé de chaque patient et de sa famille, et conformément à leurs souhaits », a confirmé de son côté le Cogat, l'organe de l'armée qui gère les affaires civiles des Palestinien·nes des territoires occupés et supervise notamment l'entrée de l'aide à Gaza et la coordination des évacuations médicales.

Après un rapide coup de fil, Fadi Atrash confirme que 96 personnes sont rentrées à Gaza. La majorité venaient d'Augusta-Victoria, une vingtaine d'un hôpital de Tel-Aviv et les autres des établissements de santé de Jérusalem.

Les patient·es et accompagnateurs qui restent, environ vingt-cinq personnes, n'ont pas de permis pour cela – Fadi Atrash parle d'un accord tacite : le Cogat a leurs noms et est au courant de leur présence mais rien n'est écrit. Les patient·es n'osent donc pas s'aventurer trop loin de l'hôpital sans justificatifs de leur présence à Jérusalem. L'hôpital leur fournit le logement et le couvert, les aide financièrement parfois, en cas de coup dur.

« Les deux tiers des 647 établissements médicaux qui étaient opérationnels à Gaza avant octobre 2023 sont désormais hors service. »

L'ONG Gisha

« Avant le retour de Donald Trump au pouvoir, début 2024, il y a eu des discussions pour renvoyer les patients à Gaza. On a refusé, c'était en pleine guerre ! Il y a eu un recours de l'ONG Physicians for Human Rights Israel (Phri) devant la Cour suprême, alors les Israéliens ont arrêté d'en parler, même lors du cessez-le-feu au début de cette année », entre janvier et mars, rapporte Fadi Atrash.

Lui mène aujourd'hui une autre bataille : il veut faire rouvrir le corridor humanitaire entre Gaza et les hôpitaux de Jérusalem-Est. Le directeur tire trois feuilles de l'imprimante. Le plan, finalisé en octobre, est prêt, il inclut le transport des patient·es et la coordination entre les hôpitaux de Jérusalem et ceux de Gaza.

Sans alternative

Environ 16 500 patient·es sont en attente d'être évacués de l'enclave. Le 20 novembre, cinq organisations de défense des droits humains, dont Phri, ont déposé un recours à la Cour suprême israélienne pour demander de reprendre « immédiatement » les évacuations vers les hôpitaux de Jérusalem et de Cisjordanie pour les traitements urgents.

« Les deux tiers des 647 établissements médicaux qui étaient opérationnels à Gaza avant octobre 2023 sont désormais hors service ; seulement trois hôpitaux fonctionnent actuellement en pleine capacité », rappelle ainsi Gisha, l'une de ces organisations, en rapportant l'argumentaire utilisé pour le recours. Selon ces ONG, plus de 11 000 patient·es atteints de cancer n'ont pas accès aux médicaments et aux équipements pour les soigner dans l'enclave palestinienne – 75 % des médicaments pour la chimiothérapie n'y sont pas disponibles.

« À Gaza, il n'y a pas de lit, pas de matelas, pas de toilettes, pas d'eau courante... Dans mon état, c'est impossible à gérer. »

Mohammed Qashash, patient à Jérusalem

Dans le lobby de l'hôtel, Mohammed Qashash s'assoit en grimaçant. « Je tiens grâce aux calmants », murmure d'une voix fatiguée le père de 45 ans aux cheveux ras poivre et sel, en jogging noir. Il soulève son T-shirt, découvrant plusieurs cicatrices dont une balafre énorme qui lui traverse une partie du ventre, au-dessus du nombril. Avant la guerre, ce peintre en bâtiment avait obtenu un permis pour travailler en Israël. Il était à Haïfa le 7-October, il s'est réfugié en Cisjordanie, à Ramallah, après que toutes leurs autorisations pour rester sur le territoire israélien ont été annulées par les autorités.

Six mois après le début de la guerre, il a été pris de violentes crampes au ventre ; on lui a diagnostiqué un cancer au côlon. Il est toujours en convalescence. À Gaza, il le sait, il serait déjà mort. « Il n'y a pas de lit, pas de matelas, pas de toilettes, pas d'eau courante... Dans mon état, c'est impossible à gérer », lâche-t-il. Les pluies d'automne ont inondé les tentes ces dernières semaines, l'hiver n'a pourtant pas encore tout à fait débuté.

Malgré tout, Mohammed se morfond à Jérusalem : il était le chef de famille, celui qui pourvoyait aux besoins

de sa femme et de leurs quatre enfants, dont le plus jeune a 4 ans. Son père à lui est mort pendant la guerre. Quand la connexion le permet, il reçoit des photos. Il voit bien qu'ils ont tous maigri là-bas.

Le reste du temps, résume-t-il agacé, leurs conversations se résument à : « *Allo, tu m'entends ? Je t'entends pas, tu m'entends ?* » Leur maison a été soufflée par les bombes, Mohammed s'inquiète aussi de la situation sécuritaire. Dans le vide du pouvoir, les gangs prospèrent et le chaos guette, selon lui. « *Personne ne veut vivre dans les ruines,*

ce n'est pas une vie à Gaza. Mais on n'a pas d'alternative », constate-t-il.

Dehors, Aya opine. En tant que mère, elle ne veut pas revenir mais elle a la nostalgie de Gaza. Aucun endroit au monde ne peut compenser sa perte, jure-t-elle : « *Bien sûr, on est heureux de respirer l'air de Jérusalem, mais l'amour de Gaza est dans notre sang.* »

Clothilde Mraffko

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau